

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Togo : séjour constructif d'Ossouka Raponda à Lomé



Photo: DR

Séance de travail entre la partie gabonaise et togolaise.

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, a bouclé hier à Lomé, sa visite de travail et d'amitié de quarante-huit heures, sur une note de satisfaction générale. Il ressort, en effet, des échanges qu'elle a eus avec son homologue, Victoire Tomegah Dogbe, et des séances de travail entre les deux parties, une convergence de vues en matière économique. Notamment la transformation agricole, l'autonomisation des femmes, la lutte contre le chômage des jeunes, la digitalisation des économies, le transport maritime, l'environnement et le développement durable, etc. Toute chose qui, ont précisé les deux Premières ministres, témoigne de " l'alignement de visions de développement du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et de son frère et ami Faure Essozimna Gnassingbé. Visions fondées sur la recherche constante des voies et moyens pour un développement inclusif et durable au bénéfice des populations". Dans cette optique, les deux parties se sont engagées à poursuivre

leurs échanges à un niveau opérationnel et technique en vue de mettre en place des synergies pour la " capitalisation des projets concrets". Ce qui revient à dire que dans les jours à venir, l'on devrait assister à une dynamisation des échanges entre Libreville et Lomé. À noter que dans la capitale togolaise, Rose Christiane Ossouka Raponda était accompagnée de certains membres de son

équipe. Entre autres, Denise Mekam'ne Edzidzie-Taty (Ministre d'État en charge des Relations avec les Institutions constitutionnelles), Edgard Anicet Mboumbou Miyakou (Ministre d'État en charge de la Communication), Pacôme Moubelet Boubeya (Affaires Étrangères), Madeleine Berre (Fonction publique) et Biendi Maganga Moussavou (Agriculture).

Opposition : les leaders de partis stigmatisent " l'impuissance" du gouvernement

ENA
Libreville/Gabon

LES responsables et représentants d'une vingtaine de partis politiques de l'opposition (Arena, Epi, FDR, MDJS, Morena, Paga, PPU, Unaf, RPR, etc.) ayant pris une part active au Dialogue politique d'Angondjé ont dénoncé hier, dans une déclaration, " l'impuissance du gouvernement à trouver des solutions aux difficultés économiques et sociales auxquelles les Gabonais". Revenant sur les résolutions du Dialogue d'Angondjé, ils ont réclamé, entre autres, l'application

de nouvelles conditions de financement des partis politiques, la mise en place d'un système de paiement automatique de pensions retraites; l'effectivité de la réforme du Conseil national de la Démocratie (CND). Dans la même veine, s'agissant des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, ils se sont étonnés de " la prorogation indéfinie et permanente du couvre-feu, de l'augmentation du prix du test PCR dès le 15 décembre prochain; l'obligation pour les voyageurs internationaux y compris les Gabonais de se soumettre, à leur charge, à une quarantaine de 5 jours dans un établissement hôtelier agréé, etc."



Photo: Antoine ESSONNE NDONG

Les représentants des partis politiques de l'opposition.

Entre nous soit dit Et l'on revint à la politique !

NOUS voulons ici, nous féliciter de ce que le débat intrinsèquement politique resurgisse depuis quelques semaines. Il faut reconnaître que nous en avons été trop longtemps sevrés. Nous pouvons fixer la borne de référence à partir de la dernière sortie du président du Parti social-démocrate, Pierre Claver Maganga Moussavou. Qui, revenu de son introspection, nous aura fait don d'une projection particulière sur le mode et l'approche par lesquels il nous faudrait désormais apprécier la sphère électorale. On peut soit y adhérer soit à tout le moins penser que cette trouvaille est discutable. L'intérêt ici est que la réflexion est lancée. Sur un autre plan, la proposition portée par Hervé Patrick Opiangah, président de l'Union pour le développement et l'intégration sociale (Udis), pour un grand conclave national dédié à l'économie et à son appendice naturel qu'est le social, nous éloigne fort heureusement des paillements récurrents qui ne tournent presque toujours qu'autour des sempiternelles querelles de leadership. Si l'intention de l'élu de Mounana est d'éviter que ce forum souhaité ne soit un round de plus de politique politicienne, force est de reconnaître que l'essence même des préoccupations soulevées reste intrinsèquement liée à la politique de par les objectifs visés

ainsi que par l'application et le mode de gouvernance qui s'ensuivra. Un fait singulièrement réjouissant est venu nous surprendre. Alors que nous pensions Paul Mba Abessole plongé dans une retraite aux méditations contemplatives, il n'en était absolument rien. Le Paul d'Ayem Awoula va nous servir une encyclique. Nul ne sera surpris de constater que son application favorite reste cette navigation à contre-pied des tendances ambiantes. Et voilà le chantre de la logogenèse qui s'en vient pour nous faire de manière péremptoire une injonction urbi et orbi qui, en lieu et place des élections, impose une transition politique. Ce déroutant bréviaire reste hermétique aux non-initiés des voies illuminatives et des plans subliminaux. Dans le chef-lieu du département du Ntem, "Moukombo" et ses démocrates y ont délocalisé leur congrès. Ils ont eu la dent dure envers le gouvernement. Le verbe haut tout en dénonciation et condamnation. Par cet ancrage revendiqué dans le Septentrion, Guy Nzouba Ndama a réussi l'exploit de gommer définitivement cette désastreuse étiquette, qui faisait de lui le gourou du détestable concept "TSF". 2023 vaut bien une absolution. Bassé !

Teddy OSSEY